

tation. Au cours des cinq prochaines années, les pays les plus pauvres sont menacés de devoir assister, impuissants, à un exode massif de capitaux à l'échelle continentale et ce, au fur et à mesure que le service de la dette prend des proportions inouïes en même temps que l'aide qui vient de l'extérieur s'amenuise. Même s'il est crucial que les gouvernements africains s'engagent résolument dans la voie de la réforme de leurs politiques et de leurs institutions, cette réforme ne pourra être pleinement efficace et, selon toute vraisemblance aussi, porter des fruits durables que si elle est épaulée par une aide extérieure adéquate.

Presque toutes les propositions mises de l'avant pour empêcher une nouvelle famine font état de la nécessité absolue pour l'Afrique de s'entendre sur des plans d'action conjoints avec la communauté internationale pour en arriver à ce que le fardeau de l'endettement soit géré de manière à aider plutôt qu'à entraver le développement et la relance économiques de l'Afrique. La valeur réelle de l'aide publique internationale au développement africain devrait ainsi s'accroître et, dans la mesure du possible, prendre la forme de devises étrangères qui peuvent être utilisées librement et facilement pour réaliser les objectifs visés.

Le partenariat

Les conditions requises pour empêcher une nouvelle famine en Afrique font à toute fin pratique l'unanimité. Il ne suffit pas cependant d'être d'accord. Les Africains sont familiers avec les promesses et les engagements qui, même lorsqu'ils ont été respectés, n'ont pas pour autant empêché la famine. Autant les gouvernements africains doivent résister aux groupes de pression influents voulant qu'ils oublient les parties les plus pauvres de leur pays, autant les gouvernements des pays développés doivent-ils de leur côté dire non à ceux qui voudraient qu'ils ignorent les pays les plus pauvres du monde. Dans les deux cas, le défi reste de même nature : transformer la solidarité éphémère suscitée par le combat contre la présente famine en une volonté concrète d'empêcher la prochaine.

Certains signes encourageants permettent de penser que les gouvernements africains commencent à tirer les leçons de la situation dramatique dans laquelle les a plongés la famine. Durant l'assemblée annuelle de l'Organisation de l'unité africaine qui a eu lieu en juillet 1985 à Addis Abéba, les chefs d'État ont admis que leurs administrations publiques occupaient souvent une place exagérée et pouvaient même avoir un effet asphyxiant sur le développement du pays